



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1182
16 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 16 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer que les forces armées du Royaume-Uni, en association avec celles des États-Unis d'Amérique, ont déclenché une opération militaire en Iraq le 16 décembre 1998. L'opération se poursuit.

Cette intervention militaire a été décidée après une longue série d'incidents provoqués par le refus de l'Iraq de coopérer avec la Commission spéciale des Nations Unies (CSNU) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le 31 octobre 1998, l'Iraq a décidé de mettre fin à toute coopération avec la Commission spéciale. Cette décision, condamnée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1205 (1998), en date du 5 novembre 1998, a été qualifiée de violation flagrante de la résolution 687 (1991), en date du 3 avril 1991, dans laquelle le Conseil avait défini les conditions du cessez-le-feu. L'Iraq n'a pas tenu l'engagement qu'il avait pris de coopérer pleinement avec la Commission spéciale et l'AIEA, comme il en avait informé le Secrétaire général dans des lettres datées du 14 novembre 1998 émanant du Vice-Premier Ministre iraquien et du Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies. Dans la lettre datée du 15 décembre 1998 qu'il a adressée au Secrétaire général, le Président exécutif de la Commission spéciale indique clairement que l'Iraq n'a pas pleinement coopéré avec la Commission comme il l'avait promis et que, en conséquence, la CSNU n'était pas en mesure de mener les tâches concrètes prescrites par le Conseil de sécurité.

Le Royaume-Uni et les États-Unis ont agi en s'appuyant sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Notre objectif est d'amener les dirigeants irakiens à s'acquitter des obligations arrêtées par le Conseil. L'option militaire a été choisie lorsqu'il est devenu évident qu'il n'y avait aucun moyen de parvenir à cet objectif par des moyens pacifiques. L'opération qui a été déclenchée dégradera des capacités qui font depuis neuf ans l'objet de résolutions du Conseil de sécurité. Les cibles ont été soigneusement choisies pour éviter de faire des victimes parmi la population civile.

(Signé) Jeremy GREENSTOCK
